La stabilité monétaire comme culture ou comment penser l'ordre monétaire au prisme de la culture ? L'exemple allemand

Monetary Stability as Culture: a Culture-Oriented Outlook on Monetary Agreement. The Case of Germany

Charlotte Bellon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3874>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.3874

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Charlotte Bellon, « La stabilité monétaire comme culture ou comment penser l'ordre monétaire au prisme de la culture ? L'exemple allemand », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 59 | 2018, mis en ligne le 01 janvier 2018, consulté le 14 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3874> ; DOI : 10.4000/interventionseconomiques.3874

Ce document a été généré automatiquement le 14 juin 2019.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La stabilité monétaire comme culture ou comment penser l'ordre monétaire au prisme de la culture ? L'exemple allemand

Monetary Stability as Culture: a Culture-Oriented Outlook on Monetary Agreement. The Case of Germany

Charlotte Bellon

« Il serait à la fois tragique et ironique qu'une Allemagne unifiée provoque, pour la troisième fois la ruine de l'ordre européen, par des moyens pacifiques et les meilleures intentions du monde »
(Fischer, 2012)¹.

- 1 L'accusation de J. Fischer, au-delà de la polémique qu'elle peut soulever, souligne que les politiques économiques suivies par l'Allemagne (en l'occurrence une politique d'austérité) ne sont (ne peuvent) être déconnectées d'une tendance à l'explication culturelle des réactions allemandes à la crise grecque, puis à la crise de l'euro et enfin aux débats sur l'union bancaire et sur la politique d'assouplissement quantitatif menée par la BCE² ; ce qui fait dire par exemple à E. Cohen : « le gouvernement allemand tient de manière obsessionnelle à l'empire de la règle » (Cohen, 2010) ou à A. Merkel lors de son discours au *Bundestag* le 19 mai 2010 après l'acceptation du plan d'aide à la Grèce : « je souhaite qu'avec nos partenaires européens nous veillions à ce que s'établisse une nouvelle culture de la stabilité, une culture de la stabilité qui veille à la consolidation budgétaire et à la stabilité à long terme de notre monnaie commune ». (Merkel, 2010)³.
- 2 Or l'utilisation de la variable culturelle pour expliquer les comportements et les performances économiques pose problème. La culture se comprend comme un ensemble de pratiques et de représentations communes orientées par des valeurs partagées⁴. La culture a donc une *dimension cognitive* (capacité à classer), *symbolique* (référence à un être

ensemble commun) et *institutionnelle* (formes culturelles objectivées : pratiques communes, langues...)⁵. La question de la culture n'intéresse pas ou prou la théorie économique standard qui subsume toutes les différences individuelles dans des courbes d'indifférence sans qu'il ne soit besoin de s'intéresser aux déterminants sociohistoriques et culturels qui fondent ces différences⁶. Mais ce faisant l'économie standard ne répond pas à la question qu'elle s'impose : comment ces choix peuvent-ils se coordonner si les individus par définition sont individualisés, c'est-à-dire sans lien les uns aux autres, donc sans aucune structure de communication possible, sans grammaire commune ?

- 3 Certains courants économiques, notamment issus de l'économie institutionnelle, réintroduisent la culture pour expliquer certaines performances économiques (capacités à innover, à exporter, à accroître ses parts de marché ...⁷). La culture est donc abordée comme une ressource supplémentaire mobilisable dans la combinaison des facteurs de production en vue de produire de manière optimale ; approche que l'on retrouve particulièrement dans l'analyse des cultures d'entreprise⁸.
- 4 Le reproche que l'on peut faire à ce type d'analyse est :
 1. De reléguer au second plan la question de l'ancrage et de l'appropriation d'une culture commune dans une identité individuelle.
 2. De faire de la culture une variable résiduelle : la culture vise alors à expliquer ce qui ne peut être expliqué par d'autres facteurs.
 3. De substantier la culture en lui donnant un contenu défini.
- 5 L'analyse économique dite hétérodoxe – essentiellement pour la France l'économie des conventions (EC) et la théorie de la régulation (TR) – peut constituer un point d'appui pour sortir de ces travers en ce qu'elle permet de penser la coordination des agents économiques au-delà de la simple coordination par les prix : les conventions pour l'EC, les formes et les compromis institutionnels pour la TR⁹.
- 6 En effet, utiliser la variable culturelle en variable explicative de certains comportements économiques (tel, par exemple, l'attachement à la stabilité monétaire) suppose d'intégrer dans l'analyse la particularité fondamentale de la culture : *chacun peut être confronté à des différences culturelles pourtant la culture ne se rencontre pas*. Ce sont les individus et non les cultures qui sont en interaction. La prise en compte de ces interactions comme générant un contexte de sens et donc un univers d'interaction possible, car commun, est le plus souvent abordé sous l'angle de l'institutionnalisation, c'est-à-dire de l'objectivation de cet univers commun de sens, au-delà de l'intersubjectivité, vers un « lieu » commun – une institution – qui incarne, maintient et ravive cet espace d'interaction. L'institution devient ainsi un espace de projection par lequel l'individu identifie un au-delà de lui-même qu'il contribue lui-même à créer en reconnaissant cet espace comme signe d'un collectif. Ce processus mimétique peut s'appliquer parfaitement à la monnaie comme institution. À ce titre les analyses de M. Aglietta et d'A. Orléan sur la monnaie souveraine et la convention monétaire saisissent ce va-et-vient permanent entre institutions et acteurs. Elles peuvent permettre d'opérationnaliser la variable culturelle comme variable explicative de l'attachement (en l'occurrence allemand) à la stabilité monétaire et de complexifier les formes culturelles, leurs usages, leur recombinaison constante à partir de la notion de convention.
- 7 L'objectif de cet article est ainsi de questionner la valeur heuristique de la référence à la « culture » lorsqu'est étudié l'attachement partagé des Allemands à une politique monétaire orientée vers la stabilité des prix. L'Allemagne peut être considérée comme un

exemple abouti d'une construction identitaire nationale à partir d'un projet collectif porté par tous autour de la stabilité de la valeur de la monnaie¹⁰. Le choix de l'Allemagne se justifie, entre autres, par les nombreuses références médiatiques et politiques à une culture économique allemande orientée par la peur de l'inflation et donc par l'objectif de la stabilité des prix. Cette perspective fait de l'ordre monétaire constitué autour de l'objectif collectif de sauvegarde de la stabilité monétaire une variable expliquée à la fois par les structures socio-économiques et par des variables culturelles spécifiques¹¹. À l'inverse, notre approche veut faire de la monnaie une variable explicative des phénomènes culturels : dans quelle mesure ces derniers sont-ils le résultat d'un mécanisme endogène à la monnaie, en tant que monnaie, c'est-à-dire en tant qu'instrument de mesure et d'échange reconnu par les échangeurs ? L'analyse d'Orléan (1979) puis d'Orléan et Aglietta (2002) sur les formes monétaires et notamment sur la forme dite homogène de la monnaie fait de l'Allemagne un cas paradigmatique d'un système monétaire ayant achevé le processus d'inclusion/exclusion au fondement de la monnaie comme valeur ultime de la richesse et étalon de mesure. En conséquence, le cas allemand en tant que système parfaitement homogène peut servir de base pour réintroduire la variable culturelle dans l'analyse économique non plus comme une ressource et un contenu mobilisable par les agents économiques dans une optique de maximisation sous contrainte, mais comme un processus cognitif, symbolique et institutionnel nécessaire à la coordination des agents et fondant une forme de coordination propre (à côté des routines, des règles, des valeurs, etc.).

- 8 L'EC et dans une moindre mesure la TR nous permettront :
 1. De préciser le lien entre convention monétaire et effets culturels de cette convention monétaire.
 2. De proposer une définition/approche de la culture (au sens large c'est-à-dire non uniquement limitée à la culture de stabilité monétaire) à partir de celle de conventions.
 3. D'articuler cette approche conventionnaliste de la culture à la TR pour proposer des pistes de recherche sur une analyse culturelle des formes de capitalisme.
- 9 La première partie de l'article reprend rapidement la manière dont la culture a été intégrée dans l'analyse de la sphère économique. Ces approches relèvent le plus souvent de la sociologie et vise à ré-encastrier *l'homo oeconomicus* dans une sphère sociale et culturelle. Cette première partie permettra de montrer l'intérêt de certaines de ces approches tout en regrettant qu'elles ne redéfinissent pas en quoi la culture peut intéresser l'économiste et comment ce dernier peut articuler son approche avec la sociologie.
- 10 La seconde partie s'attache donc à montrer l'apport de l'EC, et dans une moindre mesure de la TR, pour intégrer la variable culturelle à l'analyse économique à partir d'un point d'entrée précis expliqué ci-avant, à savoir l'analyse de l'ordre monétaire allemand fondé sur la nécessité d'une monnaie stable, ce que nous appellerons pour le moment la « culture de la stabilité monétaire » et que nous définirons plus précisément dans cette seconde partie.
- 11 La troisième partie renverse la problématique : l'attachement à la stabilité de la monnaie n'est plus vu comme une caractéristique culturelle et comme un préalable à une politique monétaire orientée vers la stabilité des prix, mais bien comme la *résultante nécessaire d'une politique monétaire orientée vers cet objectif*. À partir de ce cas bien précis, nous extrapolons

l'analyse pour poser des pistes de redéfinition de la culture comme processus cognitif de reconnaissance et de classement plutôt que comme contenu.

1. La monnaie comme élément de construction identitaire nationale.

1.1 Monnaie et identité : ou comment définir la culture de stabilité monétaire allemande ?

- ¹² Le discours politique et médiatique associe très fortement la construction identitaire nationale allemande à la force de sa monnaie ; d'où découlerait par exemple la peur de perdre le *Deutsche Mark* (DM) ou l'importance accordée à un fonctionnement de la BCE sur le modèle de la *Buba* (*Deutsche Bundesbank*)¹². On citera à nouveau Angela Merkel lors de son discours du 19 mai 2010 : « je crois, que c'est important et juste, que nous luttons pour que les idées qui ont présidé à la création de l'Euro s'imposent aussi sur le long terme. Cela concerne évidemment aussi la défense de l'indépendance de la Banque Centrale Européenne. Elle a été conçue sur le modèle de la banque centrale allemande et elle garantit depuis avec succès la stabilité des prix en zone euro. La stabilité des prix est et reste la priorité absolue de la Banque Centrale Européenne » (Merkel, 2010)¹³. Cette association entre la peur de l'inflation, l'attachement au DM ainsi qu'à une monnaie forte se retrouve de manière quasi-systématique dans la littérature sur les divergences franco-allemandes dans la gestion de la crise en zone euro¹⁴. Mais, paradoxalement, Jens Weidmann, président de la *Buba*, rappelle néanmoins que si l'expérience de l'hyperinflation joue un rôle dans la mémoire collective comme élément négatif, il est probable que l'essor économique allemand impulsé sous L. Erhard avec la réforme monétaire et l'économie sociale de marché ait eu aussi son rôle dans l'attachement allemand à la valeur de leur monnaie¹⁵. Le *Wirtschaftswunder* serait ainsi l'expérience positive des avantages d'une monnaie forte et stable... sans passer par l'éternelle référence à l'hyperinflation¹⁶. L'efficacité de l'institution monétaire justifierait donc l'attachement à la stabilité monétaire et même l'identification nationale à cette politique monétaire (et non l'inverse).
- ¹³ Néanmoins, P. Steinpass (2011) souligne que les seules performances d'une supposée culture de stabilité ne semblent pas être avérées : certes l'Allemagne, sur la période de 1945 à 2009, a de bonnes performances en matière d'inflation, de maîtrise du déficit et de la dette publique, mais celles-ci restent dans la moyenne européenne. Dès lors, une première hypothèse alternative pour expliquer l'attachement allemand à la stabilité monétaire malgré ces performances économiques nuancées, serait que la crédibilité acquise par la *Buba* lui permettrait d'avoir des sous-performances, sans que cela ne remette en cause la croyance en sa capacité à contenir l'inflation. P. Steinpass ne retient pourtant pas cette hypothèse et propose une autre lecture en redéfinissant la culture de stabilité comme une culture de long terme : « pour le dire plus simplement, la culture de stabilité allemande ne consiste ni plus ni moins qu'à imprimer un caractère durable aux actions économiques. » (Steinpass, 2011, p. 120)¹⁷.
- ¹⁴ Ces deux dimensions – stabilité monétaire/durabilité des actions économiques – sont en réalité complémentaires. Nous pouvons en effet définir la culture de la stabilité monétaire en renvoyant aux mots de Helmut Schlesinger, ancien directeur de la banque

centrale allemande : « une politique de stabilité de la part du gouvernement et de la banque centrale n'est pas suffisante pour assurer la stabilité de la monnaie. L'économie et les partenaires sociaux doivent également adopter un comportement adéquat. En fait, il faut une culture de stabilité dans les sphères publique et politique » (Steinpass, 2011, p. 119)¹⁸. Or une monnaie stable se caractérise par trois dimensions : 1) la maîtrise de l'inflation, 2) celle de l'endettement et des déficits publics (et éventuellement privés) et 3) le principe de non-monétisation de la dette (la clause de *non-bail out*)¹⁹. Le premier point suppose de maintenir la fonction d'unité de compte et de réserve de valeur de la monnaie en stabilisant les anticipations des agents. Le deuxième rappelle qu'une des sources de l'inflation peut-être l'endettement soit parce qu'il y a monétisation de la dette (point 3), soit parce qu'il y a inflation par la demande. Dans cette optique, la dette peut être insérée dans la problématique à la fois par son caractère potentiellement inflationniste, et par le critère de soutenabilité de la dette, ce qui permet d'intégrer la dimension long-termiste évoquée par P. Steinpass²⁰.

- 15 Dès lors, la question que nous nous posons, est de pouvoir vérifier l'existence d'une telle culture au-delà (ou à côté) de son utilisation dans les discours comme justification des divergences de politiques économiques.

1.2 La stabilité des prix comme projet collectif ?

- 16 Dans un premier temps, il faut considérer une hypothèse forte liée à l'existence d'une culture de stabilité monétaire : celle de l'attachement de l'opinion publique à la stabilité monétaire. On peut s'appuyer ici sur un document de travail de France Stratégie qui s'intéresse à la culture de stabilité en France en la comparant à celle de l'Allemagne à partir de certaines données d'enquête tirées des Eurobaromètres²¹. L'étude montre que le thème « hausse des prix/inflation » est mentionné avec la même fréquence en France et en Allemagne. Les Français mentionnent néanmoins moins souvent que les Allemands (20 % contre 40 %) la dette comme un des problèmes les plus importants de leur pays. Par ailleurs, à la question « êtes-vous d'accord avec la proposition suivante : les réformes qui bénéficieront aux générations futures devraient être poursuivies même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle », 77 % des Allemands répondent oui contre 62 % des Français²², corroborant ainsi l'idée évoquée précédemment d'une orientation des comportements économiques allemands vers le long terme.
- 17 Néanmoins, il semble difficile d'isoler des orientations économiques suffisamment stables et spécifiques pour pouvoir parler de culture économique²³. Ainsi, l'assureur Allianz a récemment mené une étude en France et en Allemagne auprès de 2258 personnes²⁴. Certaines données font ressortir des différences minimales entre les positionnements français et allemands sur des thèmes pourtant clivants en termes de politiques économiques : en ce qui concerne, par exemple, le rôle de la lutte contre la dette comme moyen d'améliorer l'avenir, 31 % des Allemands jugent qu'il s'agit d'un thème important contre 34 % pour la France... En outre, la situation économique influence la confiance portée au système économique et à sa capacité à être performant. Entre 2000 et 2005 seule une minorité d'Allemands répondaient ainsi positivement à la question de savoir s'ils avaient confiance dans le système économique allemand, aujourd'hui c'est 61 % des Allemands (contre 27 % en France). Les bonnes performances économiques ont, qui plus est, des répercussions sur le positionnement des Français et des Allemands vis-à-vis de la mondialisation et du protectionnisme, qui sont, là encore, des thèmes économiques très

clivants : les Allemands interrogés restent favorables à la mondialisation qu'ils jugent bénéfique à l'économie de leur pays (57 %) contre 55 % des Français qui s'en méfient. Pourtant malgré ce rapport différent à la mondialisation, Français et Allemands interrogés soutiennent pareillement les mesures visant à protéger les entreprises nationales de prise de contrôle étrangère et à inciter les entreprises à créer d'abord du travail sur le sol national. Ainsi, le positionnement économique des Allemands ou des Français semble difficilement associable à une « culture » économique spécifique qui supposerait une certaine homogénéité dans les prises de position vis-à-vis de ces problématiques²⁵.

- 18 En définitive, ce recours à l'opinion publique nous semble de faible valeur heuristique à partir du moment où l'on ne sait pas à quelles questions répondent effectivement les individus interrogés ni leur raisonnement : répondent-ils par exemple via un raisonnement économique ou répondent-ils à une question identitaire (est-ce que c'est bien d'être Allemand ?) voire politique (défendez-vous le gouvernement actuel ?). Bref, ces sondages au mieux ne disent rien au pire transforment des réponses à des questions indéterminées en un sentiment commun, mais dont on ne peut préciser à quoi il se réfère (à une identité allemande ? à des institutions ? à des croyances ? à une culture monétaire commune ?).
- 19 Or c'est justement ce « sentiment commun » qu'il convient d'interroger ainsi que le rôle de la monnaie (en tant qu'extériorité) comme cristallisateur de ce sentiment. Dans cette optique, il est tout à fait remarquable que la valeur de la monnaie soit dans son essence même fiduciaire, c'est-à-dire fondée sur la confiance que les individus mettent en elle²⁶. Nous avançons donc l'hypothèse que la polarisation des débats monétaires actuels opposant une culture de la stabilité monétaire à une exigence de solidarité européenne ne s'explique pas tant par une culture partagée par les citoyens autour d'un attachement particulièrement fort et éventuellement explicable historiquement des Allemands à leur monnaie, mais que c'est bien l'inverse qui se produit – comme le laissait présager l'analyse de Weidman : *c'est la (croyance dans la) réussite allemande qui vient renforcer la pertinence des anticipations sur la stabilité de la monnaie*. Par une « magie sociale »²⁷ qu'il faudra expliciter, la stabilité monétaire est perçue comme viable et donc stable, et même plus : elle n'est même plus perçue parce que la monnaie est devenue un extérieur des relations sociales. Elle devient, comme le dit la théorie économique, « neutre », un voile transparent sur les échanges. C'est justement cette dimension « magique » du modèle en tant qu'il transforme la nature même de la monnaie et donc des relations économiques, qui génère son incantation dans les discours politiques et qui permet un processus de réappropriation collective : le processus de convergence sur un même objet fonctionne ainsi comme un cristallisateur identitaire. Schématiquement la relation monnaie – identité peut se représenter ainsi :

Performances économiques (avérées ou perçues) => stabilisation des anticipations sur la nécessité d'une monnaie forte => identification des acteurs à cet objectif de politique monétaire²⁸.

- 20 Reste à montrer comment passer d'un consensus sur les objectifs de la politique monétaire à l'idée d'une culture de stabilité monétaire. Le détour par certains courants sociologiques peut nous permettre d'étayer ce lien entre projet collectif et culture.

1.3 Monnaie et culture : du projet collectif à la notion de culture.

- 21 L'ancrage culturel de la monnaie a été plus particulièrement étudié par certains courants de la sociologie économique (SE)²⁹. Dans ces courants, deux approches peuvent être distinguées : celles qui s'intéressent aux effets symboliques générés par la sphère économique et celles qui cherchent à montrer comment cette sphère économique est elle-même pourvue d'un sens à partir de son encastrement socioculturel³⁰.
- 22 Reprise par N. Fligstein, l'analyse bourdieusienne en termes de champ conduit à voir le(s) marché(s) comme un ensemble stable et identifiable de relations entre des agents économiques (le plus souvent des entreprises) caractérisé par une structure sociale et un système de sens. Cette articulation entre structure et production de sens est fondamentale pour comprendre la domination symbolique exercée par le champ économique : celle-ci n'est possible que parce qu'elle suppose la production d'une culture qui définit les relations entre les acteurs. Cette culture est constituée des éléments cognitifs (schèmes d'interprétation) permettant aux acteurs du champ considéré de saisir leur position (d'où parlent-ils ?) et celles des autres. En outre, la reproduction du champ considéré implique l'existence d'un certain nombre d'institutions (droit de propriété, structure de gouvernance, politique de concurrence...) qui permettent de maintenir les positions et donc le système de domination symbolique. Si l'on applique cette approche plus spécifiquement au marché monétaire, la détermination de la valeur de la monnaie dépendrait ainsi d'un mécanisme endogène propre aux détenteurs du capital monétaire (capital financier liquide) et des coûts liés à la politique monétaire visant à modifier les équilibres (entre créanciers et débiteurs via les effets inflationnistes). La culture de la stabilité serait ainsi à la fois résultat et nécessité pour le maintien d'un équilibre de champ. Elle permet de renforcer l'efficacité de la politique monétaire en stabilisant les anticipations³¹. Dans cette perspective bourdieusienne, la culture renvoie donc à l'univers de sens nécessaire à la stabilisation des rapports de force au sein d'un marché³².
- 23 Cette hypothèse peut être confrontée au travail de Drexler et Priddat (2007) sur la stratégie de communication des banques centrales. Les auteurs montrent que cette stratégie de communication est dépendante du contexte socioculturel national ainsi que de la stratégie monétaire choisie. Sur ce dernier point, ils distinguent la stratégie monétariste fondée sur l'équation de Fisher³³, la stratégie interventionniste orientée vers le soutien à la demande dans une perspective keynésienne et enfin la stratégie de ciblage d'inflation, selon la règle de Taylor³⁴. La *Buba* se range dans la première catégorie tandis que la Banque de France (BF) se rapprochait de la seconde (au moins jusqu'à l'indépendance de la BF), la banque d'Angleterre (BoE) représentant le troisième type.
- 24 Leur hypothèse est que l'efficacité de la stratégie suivie dépend de la prise en compte des spécificités culturelles et politiques du pays concerné. Pour le cas allemand, la structuration oligopolistique des syndicats fait peser le risque d'une inflation par les coûts si les salaires augmentent plus vite que la productivité marginale des travailleurs³⁵. D'où l'absolue nécessité pour la *Buba* de maintenir une crédibilité forte sur l'objectif de stabilité des prix ; crédibilité assurée par l'indépendance de la banque centrale, mais aussi par la production d'expertises solides et chiffrées sur les évolutions des prix et ses conséquences. Cette absolue exigence d'une modération salariale pour maintenir l'objectif de stabilité des prix est par ailleurs transmise à l'ensemble des non-spécialistes grâce à des efforts didactiques pour faire comprendre l'hypothèse monétariste de

dichotomie entre sphère réelle et monétaire, et l'inefficacité d'une politique monétaire expansive sur les variables réelles³⁶.

- 25 Ainsi, dans l'analyse des deux auteurs, la relation établie entre culture monétaire et politique monétaire est à double sens. D'une part, la culture monétaire est produite par l'institution pour assurer l'efficacité des politiques menées. La théorie économique (quantitative de la monnaie) performe la réalité pour créer (grâce à des institutions et aux politiques communicationnelles) l'univers symbolique dont elle a besoin³⁷. Mais d'autre part, l'efficacité et la réussite de cette transformation symbolique ne seront en retour possible que si la théorie économique (en l'occurrence la théorie quantitative de la monnaie) s'appuie sur des croyances collectives préexistantes et avec lesquelles elle va pouvoir s'hybrider.
- 26 On peut alors s'intéresser plus longuement à cette hypothèse d'un ancrage culturel de la politique monétaire en s'appuyant sur les analyses de sociologie économique qui s'orientent vers l'encastrement culturel des échanges économiques. Dans cette optique, la culture définit les conditions légitimes des échanges (Quels bien ? Qui ? Où ? Comment ?). V. Zelizer qui s'inscrit dans les recherches sur la construction sociale des marchés oriente plus explicitement son travail sur la signification culturelle de l'argent ainsi que sur les transformations culturelles liées à la monétarisation (ou non) de certains échanges. Dans *Pricing the Priceless Child* (1994) elle montre que le passage de la représentation de l'enfant comme utile économique à une représentation où il est inutile et coûteux, mais affectivement sans prix va de pair avec le développement de l'assurance-vie et donc paradoxalement des mécanismes de fixation de la valeur de l'enfant. Cette valorisation monétaire de l'enfant est rendue possible par l'interaction entre la valeur sociale de l'enfance qui émerge avec les premières lois sur la protection des enfants et le développement du marché de l'assurance et de l'adoption. La vision émotive de l'enfant va alors permettre d'accroître la valeur symbolique de l'enfant et la conversion monétaire de cette valeur symbolique va devenir beaucoup plus importante (en termes de dédommagements accordés aux parents par exemple). De fait la sacralisation de l'enfant va de pair avec sa commercialisation. Les variables culturelles deviennent donc un des facteurs de la formation des prix et non plus le simple reflet d'une confiance (ou non) de la valeur d'échange de la monnaie.
- 27 Par ailleurs, dans son ouvrage de 2005, Zelizer s'intéresse aux marquages sociaux de la monnaie. Contrairement aux hypothèses de la théorie fonctionnelle de la monnaie, Zelizer montre que l'argent est un objet d'interprétation culturelle : la monnaie n'est pas un bien homogène, ni neutre, ni liquide ! Son enquête sur les pratiques des foyers américains entre 1870 et 1930 met à jour des pratiques très différenciées en termes d'âge et de sexe. Ainsi l'argent gagné par les femmes n'a pas la même valeur. De même, les mères de famille peuvent avoir des pratiques spécifiques pour différencier l'argent selon sa provenance ou sa destination. Il ne s'agit pas pour autant d'une sorte de reliquat d'un monde prémonétaire, mais bien d'une marchandisation qui s'inscrit dans des relations sociales et culturelles – comme système de valeurs – et qui modifie la perception et l'usage de la monnaie aux prismes de celles-ci³⁸. Dans cette perspective, la culture de la stabilité ne peut pas être appréhendée sans prendre en compte les arrangements individuels visant à réduire les dissonances cognitives pouvant exister entre deux contextes culturels différents.
- 28 Il y a donc bien un va-et-vient continu entre institution (la monnaie) et acteurs. Nous posons l'hypothèse que c'est ce va-et-vient et plus exactement ce processus continu de réajustement

et d'identification du même qui constitue la culture. La culture devient donc un processus plutôt qu'un état.

- 29 Cette hypothèse peut être appliquée à l'analyse des sources (de légitimité) de la monnaie en se fondant en premier lieu sur une hypothèse simplificatrice d'un processus essentiellement cognitif³⁹. L'analyse de la monnaie comme convention va nous permettre de préciser cette dimension cognitive de la culture.

2. L'apport des théories institutionnalistes de la monnaie souveraine.

- 30 Il s'agit de préciser ici la « magie » monétaire évoquée précédemment. L'analyse de la convention monétaire d'A. Orléan et de M. Aglietta (2002), qui elle-même se fonde sur l'analyse mimétique de R. Girard, permet de relire l'idée d'une « culture allemande de stabilité » au prisme des conventions.
- 31 La théorie fondamentale d'Orléan et d'Aglietta est que l'échange est rendu possible dans les sociétés marchandes par la monnaie⁴⁰. Dès lors, la stabilité de la monnaie est une exigence imposée par la monnaie elle-même, car c'est une condition de la fonction pacificatrice de la monnaie comme instrument d'échange et donc comme mise en relation des agents. En effet, la monnaie est avant toute chose croyance en la richesse qu'elle représente. Elle va donc permettre la commensurabilité des désirs en établissant une mesure commune de ce qu'est la richesse (ultime), de ce qu'il est désirable d'accumuler. Cette transformation est rendue possible par un processus de construction de la monnaie comme unité de compte et réserve de valeur. Mais ce processus est par nature conflictuel, car ces deux fonctions sont contradictoires : l'une exige une liquidité parfaite de l'économie, l'autre la solvabilité du système⁴¹. Le processus d'émergence de la convention monétaire relève donc d'un processus mimétique (tous cherchent à savoir ce que les autres considèrent comme monnaie) qui conduit à la sélection d'une mesure de la richesse acceptée par tous (par la polarisation de tous sur un même objet) et qui, en ce sens, échappe alors aux conflits : c'est le processus de sélection/exclusion. Ainsi une convention est « une médiation sociale qui interpose entre les acteurs privés la force de son évidence. [...] Il s'agit de faire valoir que la convention constitue une *extériorité* dont la présence transforme les individus et leurs relations. » (Orléan, 2004, p.12)⁴². La dynamique interne de la conflictualité entre les fonctions monétaires crée néanmoins toujours la possibilité d'un renversement de la convention.
- 32 De là les auteurs distinguent deux systèmes extrêmes : le système fractionné et le système homogène. Dans le système fractionné, la contrainte de liquidité est extrêmement forte, les agents étant dans l'incertitude sur la possibilité de revendre leurs titres de créance avant terme si jamais ils faisaient face à des besoins de liquidités. Les créanciers vont donc chercher à créer de la monnaie (à rendre liquide leurs créances) générant une concurrence avec la monnaie d'échange. À l'extrême, l'émergence de monnaie privée entraîne la réémergence de la violence.
- 33 À l'inverse, dans le modèle homogène, la liquidité est parfaite, mais du même coup, elle rend opaques les capacités de solvabilité : les créanciers ne sont pas sûrs de la valeur à laquelle ils seront remboursés. Ils n'ont en effet aucun contrôle sur les conditions de financement : elles sont édictées par la banque centrale via les règles de monétisation des créances. Les créances ayant été monétisées, la seule forme de richesse devient donc la

monnaie. Si cette dernière perd de sa valeur, les créanciers seront remboursés avec une richesse moindre. Ce système ne peut être accepté par ces derniers que s'il existe une règle du maintien de la parité. Il devient donc essentiel qu'aucun doute ne vienne remettre en cause la capacité de la monnaie à permettre une thésaurisation (réserve de valeur) efficace. D'où la mise en place de structures institutionnelles (c'est-à-dire de règles monétaires) par lesquelles la régulation va prendre le pas sur l'acte souverain de définition de la monnaie.

34 Ainsi, « il revient à la banque centrale de déterminer en toute impartialité ce qui est bon pour l'économie et de fixer en conséquence les normes du crédit. [...] L'action monétaire est légitimée que pour autant qu'elle se conforme aux intérêts collectifs de la communauté marchande. Elle se veut l'expression de la rationalité collective » (Aglietta et Orléan, 2002, p. 188)⁴³. La règle monétaire de stabilité assure ainsi la régulation monétaire et sociale, et fait disparaître la monnaie comme source de violence symbolique : la monnaie devient un simple intermédiaire dans les échanges. Le modèle homogène représente donc la réussite parfaite de la dé-conflictualisation de la monnaie comme enjeu d'appropriation privée et bien public. Il révèle en quelque sorte les fondements (économiques) du lien social : le consensus sur la richesse sur lequel repose la stabilisation et la pacification des relations économiques. Nul besoin n'est alors de supposer au préalable l'existence d'une culture de la stabilité monétaire : c'est simplement le résultat du processus de domestication sociale de la violence de la monnaie. Ainsi, « pour bloquer une dynamique généralisée de méfiance, pour empêcher le retour de la violence réciproque [...], le système homogène doit sécréter une mythologie de la stabilité et du consensus communautaire. Les fondements violents de la monnaie, les intérêts privés dont elle scelle la victoire, doivent être masqués, faute de quoi une nouvelle flambée de violence pourrait s'étendre » (Aglietta et Orléan, 2002, p. 183). La « culture » de stabilité n'est donc en quelque sorte que la mythologie voire l'idéologie nécessaire au maintien d'un système homogène, c'est-à-dire d'un ordre monétaire organisé autour de la prédominance de la liquidité sur la solvabilité. Elle n'est que l'effet symbolique généré par des structures et institutions économiques qui fondent un ordre monétaire.⁴⁴

35 L'analyse est puissante, car elle permet d'endogénéiser les effets culturels de la monnaie et de la convention monétaire et d'éclaircir le processus d'institutionnalisation comme un processus d'exclusion-inclusion⁴⁵. En même temps l'analyse peut être frustrante : pourquoi/ comment expliquer que la monnaie ait pris une forme de type homogène en Allemagne ? La société allemande serait-elle plus individualiste, ce qui nécessiterait une cohésion plus forte autour de la monnaie ? La culture monétaire renvoie-t-elle à ces arrangements institutionnels et à la cristallisation identitaire sur une convention monétaire ? Doit-elle dès lors être appréhendée comme le résultat de toute convention ou la culture est-elle une forme spécifique de convention ? Ou la variable culturelle est-elle rejetée à d'autres domaines d'étude : l'économie ne s'intéresserait qu'aux structures objectivées de la culture, telles la monnaie et de manière plus large les institutions monétaires, laissant la genèse du contexte culturel à d'autres disciplines des sciences sociales (ce qui est déjà en soi problématique puisque la culture n'est pas un « avant », mais tout autant un « après », comme résultat des structures objectivées) ? Les analyses en termes d'encastrement culturel (cf. *supra*) ont pourtant souligné que la valeur des choses et *a fortiori* de la monnaie était inséparable de la construction symbolique dans laquelle elle s'insère.

3. Le renversement de la problématique : de la monnaie à la culture ou comment passer de la culture de la stabilité monétaire à une approche culturelle des formes d'accumulation capitaliste ?

- 36 L'analyse d'Orléan et Aglietta a permis de préciser le lien entre monnaie et culture. Il apparaît que l'attachement à la stabilité monétaire dans le système homogène n'est pas propre à une culture monétaire spécifique, mais est la condition *sine qua non* de la monnaie comme instrument d'échange et donc comme mise en relation des agents. Ce n'est pas tant la stabilité monétaire qui constitue un projet collectif dans le système homogène, tel qu'illustré par le cas allemand, mais bien son extériorité par rapport aux luttes sociales.
- 37 Cette dynamique de dé-conflictualisation et de consensualisation des rapports sociaux via la forme prise par l'ordre monétaire n'a pas, à notre connaissance, été étudiée dans la littérature sur le modèle allemand. Il nous semble, dès lors, que la culture de la stabilité monétaire doit être relue non plus au prisme de l'hyperinflation ni même de l'attachement à des valeurs de long terme, mais eu égard à un impératif de dé-conflictualisation et de résolution pacifique des divergences d'intérêts⁴⁶. Il s'agit désormais de comprendre/expliciter pourquoi la société allemande s'organise, se structure, est identifiée et éventuellement s'identifie à une société stable que l'on peut à présent définir comme une société organisée de telle manière que le potentiel conflictuel de la divergence d'intérêts soit au maximum désamorcé ; l'ordre monétaire homogène n'étant qu'une des institutions parmi d'autres permettant d'objectiver l'exigence de consensualisation du système. Ce changement dans le regard porté sur la stabilité monétaire comme culture soulève trois interrogations :
1. Comment la culture peut-elle se définir si ce n'est par des valeurs communes ?
 2. Pourquoi/comment la stabilité peut-elle être un élément caractérisant le système d'accumulation capitaliste allemand ?
 3. Comment s'articulent la culture et cet ordre économique de stabilité ?

3.1 De l'approche cognitive de l'EC à l'approche structurelle de la TR : quelle articulation entre culture monétaire et formes institutionnelles ?

- 38 Comme indiqué plus haut, nous avons d'abord réduit notre analyse à la dimension cognitive de la convention monétaire. Il s'agit désormais d'articuler les dimensions cognitive et symbolique à la dimension institutionnelle.
- 39 La TR a probablement le plus contribué à une analyse de la diversité des formes de capitalisme et de ses formes institutionnelles⁴⁷. On ne pourra pas revenir dans le cadre de cet article à la richesse et la pluralité des analyses de la TR ni sur la caractérisation du capitalisme allemand⁴⁸. On relèvera simplement que la difficulté de ces approches résulte premièrement du fait que toutes les dimensions retenues (entre autres les formes institutionnelles) ne se recoupent pas nécessairement (Amable 2005) et deuxièmement

que l'articulation entre ces dimensions institutionnelles et la dimension symbolique ne va pas de soi (Boyer 2004). Bruno Amable (2005) note ainsi :

Cela ne signifie pas que les facteurs géographiques ou (pire) « culturels » sont les facteurs communs les plus importants à prendre en compte ou qu'ils expliquent la cohérence des différents types de capitalisme. Ces types ne sont pas en général réductibles à une « logique » simple qui serait présente dans toutes les institutions ; il n'y a donc pas de dénomination simple qui pourrait adéquatement refléter les complémentarités et hiérarchies institutionnelles de ces modèles. (Amable, 2005, p. 25)

- 40 L'auteur relève donc bien la difficulté de toute entreprise de typologisation, mais, et c'est ce qui nous intéresse ici, il semble, par ailleurs, considérer avec le plus grand scepticisme l'explication « culturelle » des formes prises par les capitalismes (nous reprenons son utilisation des guillemets).
- 41 Or, d'autres ont justement cherché à aborder le capitalisme allemand par cette dimension culturelle. H. Utterwede (2012) fait ainsi référence à l'ordo-libéralisme, I. Bourgeois (2013) à une culture de la responsabilité. On y retrouve aussi les approches macro-sociales de Bollinger et Hofstede (1987) sur les cultures nationales. La difficulté de ces approches est néanmoins de substantier et d'unifier sous une variable commune – à savoir la culture – une forme d'organisation sociale. Mais, et là se trouve peut-être une voie possible pour intégrer la dimension culturelle dans la TR, c'est bien justement la caractéristique de la culture que d'opérer cette unification d'éléments éventuellement disparates, autrement dit de créer un groupe (au sens d'un ensemble mathématique) où les éléments y sont rangés en vertu de leur capacité à faire signe d'une culture commune. Pour le dire avec les mots d'O. Favereau : « il faut le croire pour le voir »⁴⁹.
- 42 La TR ne s'intéresse pas dans un premier temps à la question de cette mise en cohérence, à la fois comme travail cognitif et comme travail symbolique, des représentations et des croyances des individus. À partir des années 1990, les développements de la TR commencent néanmoins à intégrer la dimension symbolique des formes de régulation capitaliste, notamment autour des référentiels qu'elle mobilise (Théret 1999) ou avec Aglietta et Orléan (2002) autour de la légitimité et de la souveraineté. De même, le rôle des croyances est réintroduit dans l'analyse de la rationalité des marchés financiers (Orléan 2009) ; et Boyer (2004) de souligner que l'intégration de la dimension symbolique dans l'analyse régulationniste est une nouvelle gageure : « *Nolens volens*, voici la TR engagée dans l'un des programmes de recherche les plus difficiles des sciences sociales contemporaines » (Boyer, 2004, p. 166).
- 43 Mais l'approche régulationniste semble se limiter à la dimension symbolique, cette dernière étant elle-même réduite à la question de la légitimation : « [le symbolique] vient en quelque sorte légitimer les médiations sociales et couronner le régime macro-économique » (Boyer, 2004, p. 166). Cette vision reste ancrée dans un schéma hiérarchique dans lequel le symbolique confirme, solidifie le mode de régulation sociétale qui inspire le modèle macro-économique, ce dernier étant lui-même le résultat de l'articulation entre les différentes formes institutionnelles. Elle laisse de côté, justement, la dimension cognitive – présente évidemment dans l'EC mais aussi dans la sociologie bourdieusienne – de l'émergence des institutions. C'est cette triple articulation entre cognitions – institutions – univers de sens collectif qui nous semble fondamentale pour approcher les systèmes économiques par la variable culturelle.

- 44 En ce sens on pourrait aborder les différents types de capitalisme par la variable culturelle en intégrant la grammaire de sens sous laquelle doivent se ranger les justifications (optique des conventions) des politiques monétaires et plus largement de la dynamique d'accumulation capitaliste (optique régulationniste). Appliquée au cas allemand, la culture de la stabilité monétaire permet d'aborder la particularité du mode d'accumulation capitaliste non pas du côté des institutions et des formes institutionnelles, mais du côté des modes cognitifs qu'elle génère et des formes de consensus qu'elle suppose. En ce sens, on retrouve absolument la phrase de Schlesinger : la culture de stabilité est en effet l'équivalent symbolique des formes institutionnelles du capitalisme allemand fondé sur la dé-conflictualisation du rapport capital/travail qui se retrouve dans différentes régulations, de la *Mitbestimmung* à l'encadrement du droit de grève en passant par la motion de censure constructive. Cette dé-conflictualisation s'opère via l'assignation d'une responsabilité de chacun vis-à-vis du groupe et donc d'un jugement/sanction : la dilution de la responsabilité est impossible⁵⁰.
- 45 Par contre, il ne s'agit pas de dire que les ajustements cognitifs et symboliques ne sont que le reflet, la production des structures d'accumulation et que les individus intègrent en quelque sorte les contraintes structurales du champ dans une optique bourdieusienne ou que le système symbolique n'est que la légitimation du système de régulation. L'intérêt de l'approche conventionnaliste et des approches en termes d'encastrement culturel est de montrer : 1) que les effets de sens sont générés par l'interaction entre les individus et 2) qu'ils peuvent précéder et modifier les valeurs économiques marchandes. Est-ce simplement revenir à une analyse somme toute webérienne des contextes de sens⁵¹ ? Non, car même si la filiation est évidente, il y a eu modification du point de vue : le croisement entre la TR et l'EC a montré que seule l'interaction (plutôt que l'agir chez Weber, c'est-à-dire le rapport aux valeurs⁵²) est pourvoyeuse d'identité et de processus d'identification et est liée au sens, peut définir le sens et le reconstruire.

4. Remarques conclusives : retour sur le lien entre économie et culture à travers la culture de stabilité monétaire allemande

- 46 Comme nous l'annoncions en introduction, l'économiste délaisse le plus souvent la perspective culturelle et spécifiquement l'ancrage culturel de la monnaie. Par définition, la simplification du modèle de l'*homo oeconomicus* comme un simple « cerveau » calculateur et maximisateur élimine toutes possibilités de complexité dans le choix des agents et d'épaisseur socioculturelle aux acteurs économiques. Mais le ré-encastrement culturel de la monnaie tel qu'il a pu être étudié par les courants de la SE autour de la construction sociale des marchés et la signification culturelle de la monnaie ne s'intéresse qu'à une seule direction de la relation entre monnaie et culture : la monnaie est la variable expliquée, ses formes varient en fonction des groupes qui s'en saisissent. Soit la relation (1) :

Culture => Monnaie (1)

- 47 Les approches structurelles, notamment celles de la TR permettent à l'inverse de faire de la monnaie une variable explicative en tant qu'elle est une forme institutionnelle intégrée

dans un mode de régulation capitalistique. Mais cette perspective délaisse l'approche culturelle. Soit la relation (2) :

Monnaie => Structure (2)

- 48 Nous avons utilisé à la fois les approches de la SE, de la TR et de l'EC pour construire une troisième relation qui fait de la monnaie une variable explicative de l'émergence d'une culture de la stabilité monétaire qui légitime et fonde une croyance collective et une identification autour d'un même objectif de stabilité des prix, pensé comme souhaitable. Soit la relation (3) :

Monnaie => Culture (3)

- 49 Cette analyse nous semble ouvrir des pistes de recherche pour s'intéresser à une relation (4) plus vaste :

Économie => culture (4)

- 50 Cette relation (4) est déjà étudiée par les sociologues et ethnologues autour du caractère performatif de la science économique et/ou des modifications culturelles générées par l'introduction de l'ordre monétaire⁵³. Un axe de recherche possible serait que les économistes hétérodoxes se saisissent de cette relation en les intégrant aux notions forgées par ces courants à savoir les conventions et les formes institutionnelles. À ce titre, la culture pourrait être étudiée comme un mode spécifique de coordination des individus parmi d'autres (le marché, les règles, les conventions...). La spécificité de la coordination culturelle tient au fait que la référence à une culture commune fait de l'autre un soi-même (ou de l'étranger un tout-autre) et écrase la complexité des appartenances multiples et des processus d'identification en déterminant un mode d'action comme légitime. Elle procède donc comme la routine, mais à la différence de la routine, l'acte culturel est associé à une signification d'appartenance (« je fais donc j'appartiens à.. »). Autrement dit, l'acte ou l'objet culturel *signifie* : pour qu'il y ait culture, il faut qu'un comportement soit classifié comme renvoyant à un ensemble cohérent, lui-même rattaché à une culture. Il y a bien une dimension cognitive de la culture comme opération de classement et une dimension symbolique comme rattachement d'un geste (individuel) à un collectif d'appartenance. C'est en cela que la culture peut et devrait être étudiée par les économistes hétérodoxes comme un élément de coordination des agents.
- 51 En définitive notre long détour par la culture de stabilité monétaire et son articulation avec l'existence d'une culture monétaire nationale spécifique nous semblent ouvrir la voie à une analyse culturelle du capitalisme : entre l'EC et la TR le chaînon manquant n'est-il pas la culture qui permet de mettre en cohérence l'approche des acteurs et l'approche institutionnelle par les contextes de sens qui permettent de réajuster (ou non) les désajustements observés ? En ce sens, l'approche culturelle manque tant à la TR, qu'à l'EC qui présuppose une forme d'être politique (pour l'EC2) ou mimétique (pour EC1 et la convention monétaire)⁵⁴.

BIBLIOGRAPHIE

- Aglietta, Michel et Orléan, André (2002). *La monnaie entre confiance et violence*, Paris, Odile Jacob, 384 pages.
- Albert, Michel (1991). *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, Seuil, 315 pages.
- Alcouffe, Alain et Diebolt Claude (sous la direction de) (2009). *La pensée économique allemande*, Paris, Economica, 422 pages.
- Allianz SE (2017). *Die Stimmungslage in Deutschland und Frankreich vor den nationalen Wahlen 2017. Ergebnisse einer Allianz-Studie mit Repräsentativbefragungen in Deutschland und Frankreich*, Durchgeführt durch das Institut für Demoskopie Allensbach, 26.06.2017. URL : https://www.allianz.com/v_1498463635000/media/press/document/Allensbach_survey_DE.pdf
- Amable, Bruno (2005). *Les cinq capitalismes*, Paris, Seuil, 373 pages.
- Audier, Serge (2013). Une voie allemande du libéralisme ? Ordo-libéralisme, libéralisme sociologique, économie sociale de marché, *L'Economie politique*, 2013/4, n° 60, pp. 48-79.
- Baker, Wayne et Jimerson, Jason (1992). The sociology of money, *The American Behavioral*, 35 (6), pp. 678-693.
- Barrière, Anne-Lise et Roussel, Benoît. (2012). Contrainte ou modèle ? La place de l'Allemagne dans le débat français sur la crise de la zone euro, *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 199, pp. 61-74.
- Batifoulier, Philippe, Bessis, Franck, Ghirardello, Ariane, de Larquier, Guillemette, Remillon, Delphine (sous la direction de) (2016). *Dictionnaires des conventions. Autour des travaux d'Olivier Favereau*, Villeneuve d'Asq Septentrion, 299 pages.
- Becker, Joachim, Grisold, Andreas, Mikl-Hork, Gertraude, Pirker, Reinhard, Rauchenschwandtner, Hermann, Schwank, Oliver, Springler, Elisabeth, Stockhammer, Engelbert (2009). *Heterodoxe Ökonomie*, Marburg, Metropolis, 266 pages.
- Berthelot, Jean-Michel (1994). Le statut de la causalité chez Durkheim et Weber dans Hirschhorn, Monique et Coenen-Huther, Jacques (eds) (1994). *Durkheim, Weber, vers la fin des malentendus ?*, Paris, L'Harmattan, pp. 135-147.
- Bibow, Jörg (2017). Comment l'anti-keynésianisme allemand a mis l'Europe à genoux, *L'Economie politique*, vol. 75, no. 3, pp. 84-103.
- Bloch, Maurice (2013). *L'Anthropologie et le défi cognitif*, Paris, Odile Jacob, 272 pages.
- Bofinger, Peter, Hefeker, Carsten, Pflieger, Kai (1998). *Stabilitätskultur in Europa. Theoretische Grundlagen, empirische Befunden, Bedeutung für die EWU*, Stuttgart, Deutscher Sparkassen-Verlag, 172 pages.
- Bollinger, Daniel et Hofstede, Geert (1987). *Les différences culturelles dans le management*, Paris, Editions d'Organisation, 268 pages.
- Boltanski, Luc et Thévenot, Laurent (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 496 pages.
- Bourdieu, Pierre (1997). Le champ économique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 119, pp. 48-66.

- Bourdieu, Pierre (2003). La fabrique de l'habitus économique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 150, pp. 79-90.
- Bourgeois, Isabelle (2013). Un modèle de société responsable que nous gagnerions à mieux connaître, *Cahiers français*, n° 377, pp. 78-82.
- Boyer, Robert (2012). Invoquer le modèle allemand tient de la pensée magique, Interview de R. Boyer, *Le Figaro*, 13.3.2012.
- Boyer, Robert (2004). *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, Paris, Odile Jacob, 267 pages.
- Boyer, Robert (2002a). Variété des capitalismes et théorie de la régulation, *L'Année de la Régulation*, vol. 6, pp. 125-194.
- Boyer, Robert et Saillard, Yves (2002b). *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 600 pages.
- Bruhns, Hinerk (sous la direction de) (2004). *Histoire et économie politique en Allemagne de Gustav Schmoller à Max Weber : nouvelles perspectives sur l'école historique de l'économie*, Paris, Les Editions de la MSH, 306 pages.
- Callon, Michel (ed.) (1998). *The Laws of the Market*, Oxford, Wiley-Blackwell, 488 pages.
- Cohen, Elie (2010). Mais qu'arrive-t-il aux Allemands ? sur Telos, 21/12/2010. URL: <http://www.telos-eu.com/fr/globalisation/finance-mondiale/mais-quarrive-t-il-aux-allemands.html>
- Demesmay, Claire (2015). Le couple franco-allemand à l'épreuve de la crise, *Cahiers français*, n°315, pp. 23-28.
- Di Maggio, Paul (1997). Culture and cognition, *Annual Review of Sociology*, n° 23, pp. 263-287.
- Di Maggio, Paul, Powell, Water (sous la direction de.) (1991). *The new institutionalism in Organizational Analysis*, Chicago, University of Chicago Press.
- Di Maggio, Paul (1990). Cultural aspects of economic action and organization dans Roger Owen Friedland et A.F Robertson (éds), *Beyond the marketplace, Rethinking economy and society*, New York, Aldine de Gruyter, pp. 113-136.
- Drexler, Barbara, Hegmann, Horst (éds.) (2007). *Stabilitätskulturen. Kommunikationsstrategien ausgewählter europäischer Zentralbanken*, Marburg, Metropolis, 246 pages.
- Eymard-Duvernay François (éd.) (2006). *L'économie des conventions, méthodes et résultats - tome 1 : Débats / tome 2 : Développements*, Paris, La découverte, collection Recherches, 338 pages et 480 pages.
- Favereau, Olivier (2003). La pièce manquante de la sociologie du choix rationnel, *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 2, pp. 275-295.
- Fischer, Joshka, (2012). Europa am Abgrund, *Project Syndicate*, 25/02/2012. URL: <https://www.project-syndicate.org/commentary/the-threat-of-german-amnesia?version=german&barrier=accessreg#jwy7vhwhi0chxoai.99>.
- Fligstein, Neil (2002). *The Architecture of Markets. An Economic Sociology of Twenty-First-Century Capitalist Societies*, Princeton, Princeton University Press, 288 pages.
- Friedland, Owen Roger et Robertson, A-F (eds) (1990). *Beyond the market place*, New York, Aldine de Gruyter, 365 pages.
- Godelier, Eric (2006). *La culture d'entreprise*, Paris, La Découverte, 128 pages.

Granowetter, Mark (1974). *Getting a job: a study of contacts and careers*, Chicago, University Press of Chicago, 259 pages.

Hegmann, Horst (2002). Hüter der Geldwertstabilität oder Agenten der *volonté générale*. Zum Vergleich der geldpolitischen Kultur in Deutschland und Frankreich dans Horst Hegmann et K.J. Bernhard Neumärker (éds.), *Die Europäische Union aus Politökonomischer Perspektive*, Marburg, Metropolis : pp. 43-66.

Hirschhorn, Monique et Coenen-Huther, Jacques (eds) (1994), *Durkheim, Weber, vers la fin des malentendus ?*, Paris, L'Harmattan, 240 pages.

Lallement, Rémi (2012). La « culture de stabilité » en France, quelle soutenabilité du régime de croissance ? *Document de travail, France Stratégie*, n° 2012-05, juil., 48 pages. URL : http://archives.strategie.gouv.fr/cas/system/files/2012-10-01_-_culture_de_stabilite_france_doc_travail_-_2012-05.pdf

Laurent, Alain, Vallet, Guillaume (2014). La construction progressive de l'avantage compétitif financier suisse (1914-1939), *Revue d'économie financière*, 113 (1), pp. 259-274.

Le Monde-Economie, « Ils avaient sonné l'alerte en vain... », 07.07.2017, p. 3.

Lenclud, Gérard (2013). *L'universalisme ou le pari de la raison. Anthropologie, Histoire, Psychologie*, Paris, Gallimard, 352 pages.

Le Velly, R. (2002). La notion d'encastrement ; une sociologie des échanges marchands, *Sociologie du travail*, vol. 44, n° 1. janvier-mars, pp. 37-53.

Lundvall, Bengt-Åke, Johnson, Bjorn, Andersen, Esben, Dalum, Bent (2002). National systems of production, innovation and competence building, *Research Policy*, vol. 31, Issue 2, pp. 213-231.

Mauss, Marcel (2007). *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Presses universitaires de France, 248 pages.

Merkel, Angela (2010). Regierungserklärung von Bundeskanzlerin Merkel zu den Euro-Stabilisierungsmaßnahmen, Bundestag, 19/05/2010. URL: <https://www.bundesregierung.de/ContentArchiv/DE/Archiv17/Regierungserklaerung/2010/2010-05-19-merkel-erklaerung-eu-stabilisierungsmassnahmen.html>

Montalban, Matthieu (2012). De la place de la théorie de la valeur et de la monnaie dans la théorie de la régulation : critique et synthèse, *Revue de la régulation*, 12, 2e sem. URL : <http://regulation.revues.org/9797>.

Müller, Hans-Peter (1992). Gesellschaftliche Moral und individuelle Lebensführung. Ein Vergleich von Emile Durkheim und Max Weber, *Zeitschrift für Soziologie*, Jg. 21, Heft 1, pp. 49-60.

Orléan, André (2009). *De l'euphorie à la panique : penser la crise financière*, Paris, Editions de la rue d'Ulm, 111 pages.

Orléan, André (2008). Les croyances et représentations collectives en économie dans Bernard Walliser (éd.), *Économie et Cognition*, Éditions Ophrys et Maison des Sciences de l'Homme, 2008, pp. 173-198.

Orléan, André (2004). *Analyse économique des conventions*, Paris, Presses Universitaires de France, 432 pages.

Orléan André (1979). Une nouvelle interprétation de l'hyperinflation allemande, *Revue économique*, vol. 30, n° 3, pp. 518-539.

Rocher, Guy (1970), *Introduction à la sociologie générale. Tome 1 : l'action sociale*, Paris, Seuil, 189 pages.

- Steiner, Philippe (2011), *La sociologie économique*, Paris, La Découverte, 125 pages.
- Steiner, Philippe et Vatin, François (sous la direction de) (2009). *Traité de sociologie économique*, Paris, Presses Universitaires de France, 800 pages.
- Steinpass, Patrick (2011). La « culture allemande de stabilité » : condition ou obstacle à la gouvernance de l'Union économique et monétaire ?, dans René Lasserre, Hans Stark et Jörg Wolff (sous la direction de), *Sortie de Crise à l'Allemande. Dynamiques économiques et fragilités structurelles d'un modèle*, Paris, Les études IFRI, pp. 115-128.
- Théret, Bruno (1999). La régulation politique, le point de vue d'un économiste, dans Jacques Commaille et Bruno Jobert (sous la direction de), *Les Métamorphoses de la régulation politique*, Paris, LGDJ, Droit et société, pp. 83-118.
- Thévenet, Maurice (2010). *La culture d'entreprise*, Paris, PUF, 128 pages.
- TNS opinion et social, Eurobaromètre standard 73, Commission Européenne, août 2010, p. 24.
URL: http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/archives/eb/eb73/eb73_first_fr.pdf
- Uterwedde, Henrik (2012). L'Europe allemande, mythe ou réalité ?, *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 199, pp. 51-60.
- Uterwedde, Henrik et Kauffmann, Pascal (2010). Verlorene Konvergenz ? Deutschland, Frankreich und die Euro-Krise, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 43/2010, URL : <http://www.bpb.de/apuz/32440/verlorene-konvergenz-deutschland-frankreich-und-die-euro-krise?p=all>.
- Vallet, Guillaume (2016), "Think twice": using economics and sociology to understand monetary issues – The case of Switzerland, *International Review of Sociology*, vol. 27, n° 1, pp. 160-178.
- Weber, Max (1991), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Poche, 285 pages.
- Weber, Max (2003), *Économie et société*, t. 2. *Organisation et puissance de la société dans leur rapport à l'économie*, Paris, Agora Pocket, 448 pages.
- Weidmann, Jens (2012). Die Stabilitätsunion sichern, *Orientierungen zur Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik*, vol. 3/2012, n° 133, pp. XI-XV.
- White, Harrison (1981). Where do Markets come from?, *American Revue of Sociology*, vol 87, n° 3, pp. 517-547
- Zelizer, Viviana A. (1994). *Pricing the Priceless Child: The Changing Social Value of Children*, Princeton, Princeton University Press, 296 pages.
- Zelizer, Viviana A. (2005), *La signification sociale de l'argent*, Paris, Seuil, 348 pages.

NOTES

1. « Es wäre eine gigantische Tragödie und Ironie zugleich, wenn jetzt, zu Beginn des 21. Jahrhunderts, das wiedervereinigte Deutschland, diesmal friedlich und mit den besten Absichten, die europäische Ordnung ein drittes Mal zugrunde richten würde ». URL : <https://www.project-syndicate.org/commentary/the-threat-of-german-amnesia?version=german&barrier=accessreg#jwy7vhwih0chxoai.99>.
Toutes les traductions dans cet article, sauf indications contraires, sont de nous.
2. Sur ces thèmes on pourra se référer aux articles de Henrik Uterwedde, « L'Europe allemande : mythe ou réalité », et de Anne-Lise Barrière et Benoît Roussel, « Contrainte ou modèle ? La place de l'Allemagne dans le débat français sur la crise de la zone euro », dans *Allemagne d'aujourd'hui*, janv-mars 2012, n° 199. : pp. 51-60 et pp. 61-74.

3. « Dazu will ich, dass wir erstens gemeinsam mit unseren Partnern dafür sorgen, dass sich ganz Europa einer neuen Stabilitätskultur verschreibt, einer Stabilitätskultur, die für die Konsolidierung der Staatshaushalte und für die langfristige Stabilität unserer gemeinsamen Währung sorgt », URL : <https://www.bundesregierung.de/ContentArchiv/DE/Archiv17/Regierungserklaerung/2010/2010-05-19-merkel-erklaerung-eu-stabilisierungsmassnahmen.html>.
4. La notion de culture est bien évidemment extrêmement vaste en elle-même. Elle est utilisée à la fois par les sociologues et les anthropologues. Pour une synthèse, on pourra se référer à l'ouvrage de Guy Rocher (1970). *Introduction à la sociologie générale. 1^{er} tome : l'action sociale*, Seuil, Point Essais, 189 pages. Guy Rocher définit la culture comme « un ensemble lié de manières de penser, de sentir et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière et distincte ». (Rocher, 1970, page 88).
5. Di Maggio (1990) distingue dans l'ensemble des représentations collectives : 1) les systèmes mentaux de perception, de catégorisation et de classification, 2) les scénarii qui orientent l'action et les règles de sélection de ces scénarii et 3) les valeurs, les normes, les goûts. Cf. Di Maggio, Paul (1990). *Cultural aspects of economic action and organization* dans Roger Owen Friedland et A.F. Robertson (éds), *Beyond the marketplace, Rethinking economy and society*, New York, Aldine de Gruyter, pp. 113-136.
6. Les courbes d'indifférence représentent graphiquement le choix d'un individu entre un bien A et un bien B. Le long de la courbe, l'utilité retirée du panier A-B est la même. Pourquoi un individu veut-il un bien A ? Comment se fixent les taux de substitution entre les biens A et B ? Ces questions n'intéressent pas l'économiste. Seul compte que les individus aient des préférences (liées à l'utilité qu'ils retirent de la consommation d'un bien). On peut accepter une définition large de l'utilité qui prend en compte le besoin de reconnaissance, le besoin de lien à autrui etc. Mais cela ne modifie pas la séparation stricte entre ce qui détermine les choix des agents (et qui reste en dehors de l'analyse économique) et la coordination de ces choix par le marché et la loi de l'offre et de la demande.
7. Ces approches peuvent être économiques : par exemple, celles sur les systèmes nationaux d'innovation (Lundvall, Bengt-Åke, Johnson, Bjorn, Andersen, Esben, Dalum, Bent (2002), *National systems of production, innovation and competence building, Research Policy*, vol. 31, Issue 2, pp. 213-231). Elles peuvent être aussi sociologiques telle celle de Granowetter, Mark (1974), *Getting a job : a study of contacts and careers*, Chicago, University Press of Chicago, 259 pages. Plus spécifiquement sur la sociologie des réseaux et l'encastrement relationnel des phénomènes économiques, on pourra se reporter à Baker, Wayne (1984). *The social structure of national securities market, American Journal of sociology*, vol. 89, n° 4, pp. 678-693 ; White, Harrison (1981). *Where do Markets come from ?*, *American Review of Sociology*, vol 87, n° 3, pp. 517-547 ; Di Maggio, Paul, Powell, Water (dir.) (1991). *The new institutionalism in Organizational Analysis*, Chicago, University of Chicago, 489 pages ou encore Friedland, Owen, Robertson, A-F (1990). *Beyond the market place*, New York, Aldine de Gruyter, 365 pages.
8. Au début des années 1980, les sciences de gestion ont importé le concept de culture dans l'analyse managériale en vue d'améliorer l'efficacité des firmes et l'implication des salariés au sein de l'entreprise. Il s'agit alors de s'intéresser à l'entreprise comme manière de faire et de penser ensemble, autrement dit comme une communauté sociale. Pour une synthèse voir : Thévenet, Maurice (2010). *La culture d'entreprise*, Paris, PUF, 128 pages ; Godelier, Eric (2006). *La culture d'entreprise*, Paris, La Découverte, 128 pages.
9. Le conflit capital – travail est au cœur de la TR qui pose comme hypothèse que celui-ci est au fondement du mode d'accumulation capitaliste. Ce dernier se caractérise dès lors par les formes de régulation de ce conflit qui sont mises en place. La TR distingue cinq formes institutionnelles qui structurent cette régulation : monnaie et finance, rapport salarial, formes de la concurrence, formes de l'Etat et insertion internationale.

10. À ce titre on pourrait aussi s'intéresser au cas suisse dans lequel la préservation de la valeur de la monnaie constitue une « préférence nationale de structure » (Vallet, 2014, p. 260), c'est-à-dire que cet objectif est partagé par l'ensemble de la société. Les parallèles avec le cas allemand sont visibles : après la seconde guerre mondiale, les deux pays cherchent à sortir d'une situation de dépendance : par rapport à la place financière parisienne pour la Suisse, aux Alliés pour la RFA. De même, la construction d'un sentiment unitaire « national » se fait autour de la monnaie dans des Etats fédéraux aux identités régionales fortes... Mais l'impératif moral qui s'impose à l'Allemagne à la fin de la guerre ainsi que la souveraineté limitée des gouvernements allemands modifient profondément la construction de la souveraineté politique et de l'appartenance nationale. Une thèse ainsi largement partagée aujourd'hui, que l'on retrouve dans l'ouvrage de Hélène Miard-Delacroix *Question nationale allemande et nationalisme*, montre que les Allemands se sont construits après 1945, à défaut d'une identité nationale une identité européenne, voire supra-nationale (Miard-Delacroix, Hélène, (2004). *Question nationale allemande et nationalisme. Perceptions françaises d'une problématique allemande au début des années cinquante*, Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, 464 pages). En ce sens, le cas allemand contrairement au cas suisse, dissocie nation et identité du pays comme unité – même si, comme pour la Suisse, c'est bien l'identité politique qui est liée à la souveraineté monétaire. Il nous semble donc que l'Allemagne peut constituer un cas « à part » en tant que l'attachement à la stabilité de la valeur de la monnaie peut être étudié indépendamment de la construction d'une identité nationale. Sur le cas suisse, on pourra se reporter à Laurent, Alain et Vallet, Guillaume (2014), La construction progressive de l'avantage compétitif financier suisse (1914-1939), *Revue d'économie financière*, 113 (1), pp. 259-274. Vallet, Guillaume (2016), "Think twice": using economics and sociology to understand monetary issues – The case of Switzerland, *International Review of Sociology*, vol. 27, n° 1, pp. 160-178.

11. Baker et Jimerson (1992) distinguent deux axes pour classifier les approches sociologiques et économiques de la monnaie. Le premier axe renvoie d'un côté aux approches structurelles et de l'autre aux approches culturelles, le second quant à lui se structure autour des pôles approches causales et approches conséquentialistes. Cf. Baker, Wayne et Jimerson, Jason (1992), The sociology of money, *The American Behavioral*, 35 (6), pp. 678-693.

12. Voir : Orléan André (1979). Une nouvelle interprétation de l'hyperinflation allemande, *Revue économique*, volume 30, n° 3, pp. 518-539.; Drexler, Barbara, Hegmann, Horst (Hrsg.) (2007). *Stabilitätskulturen. Kommunikationsstrategien ausgewählter europäischer Zentralbanken*, Marburg, Metropolis 246 pages ; Bofinger, Peter, Hefeker, Carsten, Pfleger, Kai (1998). *Stabilitätskultur in Europa. Theoretische Grundlagen, empirische Befunden, Bedeutung für die EWU*. Stuttgart, Deutscher Sparkassen-Verlag, 172 pages.; Hegmann, Horst (2002). Hüter der Geldwertstabilität oder Agenten der *volonté générale*. Zum Vergleich der geldpolitischen Kultur in Deutschland und Frankreich dans Horst Hegmann et K.J. Bernhard Neumärker (Hrsg.): *Die Europäische Union aus Politökonomischer Perspektive*, Marburg, Metropolis, pp. 43-66.

13. « Ich glaube, es ist wichtig und richtig, dass wir darum kämpfen, dass sich die Vorstellungen, die bei der Gründung des Euro angelegt waren, auch langfristig durchsetzen. Dazu gehört natürlich auch die Verteidigung der Unabhängigkeit der Europäischen Zentralbank. Sie wurde nach dem Vorbild der Deutschen Bundesbank geschaffen und garantiert seitdem erfolgreich die Preisstabilität im Euro-Raum. Die Sicherung der Preisstabilität ist und bleibt das oberste Gebot der Europäischen Zentralbank » URL : <https://www.bundesregierung.de/ContentArchiv/DE/Archiv17/Regierungserklaerung/2010/2010-05-19-merkel-erklaerung-eu-stabilisierungsmassnahmen.html>

14. Sur les divergences franco-allemandes dans la gestion de la crise des dettes souveraines et de la dette euro voir : Demesmay, Claire (2015). Le couple franco-allemand à l'épreuve de la crise, *Cahiers français*, n° 315, pp. 23-28 ; Brodersen, Hans et Stark, Hans (sous la direction de) (2012). Dossier L'Allemagne, l'Europe et la crise, *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 199, pp. 6-111 ; Uterwedde,

Henrik et Kauffmann, Pascal (2010). Verlorene Konvergenz ? Deutschland, Frankreich und die Euro-Krise, Aus *Politik und Zeitgeschichte*, 43/2010. URL : <http://www.bpb.de/apuz/32440/verlorene-konvergenz-deutschland-frankreich-und-die-euro-krise?p=all>

15. Weidmann, Jens (2012). Die Stabilitätsunion sichern, *Orientierungen zur Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik*, vol. 3/2012, n° 133, pp. XI-XV.

16. On comprend mal en effet par exemple pourquoi la déflation mondiale de 1929 n'a pas eu cette place dans la mémoire collective allemande. Cf. Bibow, Jörg (2017). Comment l'anti-keynésianisme allemand a mis l'Europe à genoux, *L'Économie politique*, vol. 75, no. 3, pp. 84-103.

17. Cet accent mis sur le long terme pour caractériser la culture de stabilité est repris par plusieurs auteurs. Voir : Bourgeois, Isabelle (2013). Un modèle de société responsable que nous gagnerions à mieux connaître, *Cahiers Français*, n° 377, pp. 78-82 ; Brodersen, Hans (2012). L'Allemagne et l'euro : de l'union monétaire à l'union de stabilité, *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 199, pp. 10-30 ; Utterwedde, Henrik (2012). *Op. cit.*

18. « Stabiles Geld braucht nicht nur eine stabilitätsorientierte Politik von Regierung und Notenbank. Sie braucht ein entsprechendes Verhalten der Wirtschaft, der Tarifpartner und der Konsumenten - gewissermaßen eine 'Stabilitätskultur' in Öffentlichkeit und Politik. » Helmut Schlesinger (1992), *Börsen-Zeitung*, 1. Februar. La traduction est reprise de : Steinpass, Patrick (2011). La « culture allemande de stabilité » : condition ou obstacle à la gouvernance de l'Union économique et monétaire ?, dans René Lasserre, Hans Stark et Jörg Wolff (sous la direction de), *Sortie de Crise à l'Allemande. Dynamiques économiques et fragilités structurelles d'un modèle*, Paris, Les études IFRI, pp. 115-128.

19. Pour une analyse détaillée, on pourra se reporter à Steinpass, Patrick (2011). *Op. cit.*

20. Rappelons qu'en économie un critère de soutenabilité de la dette est celui de la stabilisation du ratio d'endettement (D/PIB) qui suppose que le taux de croissance de l'économie soit supérieur au taux d'intérêt réel sur la dette.

21. Lallement, Rémi (2012). La « culture de stabilité » en France, quelle soutenabilité du régime de croissance ? *Document de travail de France Stratégie*, n° 2012-05, juil., 48 pages.

22. TNS opinion et social, Eurobaromètre standard 73, Commission Européenne, août 2010, p. 24. URL :

http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/archives/eb/eb73/eb73_first_fr.pdf

23. De la même manière que nous avons défini la culture comme un ensemble de convictions, de manières de voir et de faire qui orientent les comportements (cf. *supra*), la culture économique se rapporte aux manières de voir et de concevoir l'organisation économique, les aspects économiques de la vie sociale et le système économique dans son ensemble. La notion est donc à différencier de l'usage courant du terme de culture économique comme un ensemble de connaissances sur les mécanismes économiques et le fonctionnement d'une économie.

24. Allianz SE (2017), *Die Stimmungslage in Deutschland und Frankreich vor den nationalen Wahlen 2017. Ergebnisse einer Allianz-Studie mit Repräsentativbefragungen in Deutschland und Frankreich*, Durchgeführt durch das Institut für Demoskopie Allensbach, 26.06.2017. 21 pages, URL : https://www.allianz.com/v_1498463635000/media/press/document/Allensbach_survey_DE.pdf

25. La mesure de l'homogénéité des préférences suppose de déterminer un axe unidimensionnel sur lequel sont classées les différentes positions sur un thème donné. On distingue ainsi dans l'analyse des programmes et des préférences politiques des thèmes saillants (*saillant issues*) et des positionnements par rapport à ces thèmes (*position issues*). Par exemple, sur le thème de la mondialisation, on pourra classer les positions sur un axe du moins au plus favorables à l'ouverture de l'économie aux divers flux économiques (capital, travail, marchandises, informations). Des préférences économiques homogènes supposeraient qu'un individu très favorable à la mondialisation soit aussi favorable à la libéralisation des différents flux économiques. Il faut noter qu'en économie, le critère d'homogénéité des préférences renvoie plutôt à l'idée de similarité des préférences, mais avec des intensités variables : autrement dit les

individus ont des préférences similaires, mais avec un ordre de classement différent. Nous utilisons ici les termes de préférence et d'homogénéité des préférences dans leur acception politiste et non économique.

26. Cette théorie de la valeur uniquement fondée sur la valeur monétaire a été critiquée en ce qu'elle ne permet plus d'expliquer la structure des prix (pourquoi un bien vaut-il deux fois, trois ou quatre fois plus cher qu'un autre ?) ni les problèmes de répartition (quelle clé de répartition de la richesse faut-il utiliser ?). Pour une présentation de ces débats, on pourra consulter : Montalban, Matthieu (2012). De la place de la théorie de la valeur et de la monnaie dans la théorie de la régulation : critique et synthèse, *Revue de la régulation*, 12, 2e sem. URL : <http://regulation.revues.org/9797>. Dans le cadre de cet article, on notera simplement que la théorie monétaire de la valeur d'Orléan et d'Aglietta ouvre des perspectives sur les conditions sociales de valorisation des valeurs. Dans cette optique, la monnaie est à la fois un produit culturel spécifique propre à une société et un concept unitaire (une forme institutionnelle dans la TR) caractérisé par la nécessaire articulation entre les fonctions de liquidité et de solvabilité de la monnaie ie entre les intérêts des créditeurs et des débiteurs (cf. *infra* note 41). En ce sens, la perspective autoréférentielle nous permet d'aborder l'ancrage culturel des monnaies en tant qu'elles prennent forme dans des constellations d'intérêts spécifiques.

27. Nous reprenons le terme « magique » employé par C. Boyer dans : Invoquer le modèle allemand tient de la pensée magique, Interview de R. Boyer, *Le Figaro*, 13/3/2012. Nous entendons par ce terme l'idée d'un extérieur à soi sans que cette extériorité puisse être explicitée : c'est en quelque sorte le « tout autre ».

28. On peut ici faire un parallèle avec les trois significations de la monnaie mises en évidence par Vallet (2016) : la capacité à faire signe (*the signifiante*), la direction (*the direction*), l'émotion (*the emotion*). La première dimension renvoie à la caractéristique symbolique de la monnaie comme valeur d'échange, la seconde au projet collectif sous-tendu par la forme monétaire, et la troisième se réfère quant elle au caractère psycho-affectif de la monnaie qui incarne des normes et liens sociaux ainsi qu'une histoire. Selon Vallet, les relations créées par les échangeurs ne peuvent exister que parce que la monnaie renvoie à un projet sociétal qui articule ces trois dimensions de la monnaie. Vallet, Guillaume (2016), "Think twice" : using economics and sociology to understand monetary issues – The case of Switzerland, *International Review of Sociology*, vol. 27, n° 1, pp. 160-178.

29. La SE recouvre des courants extrêmement divers (voir Philippe Steiner et François Vatin (dir.) (2009). *Traité de sociologie économique*, Paris, Presses Universitaires de France, 800 pages ou pour un accès synthétique : Philippe Steiner (2011). *La sociologie économique*, La Découverte, 175 pages). Nous nous intéressons ici aux approches portant sur la construction sociale des marchés et leur encastrement culturel.

30. Le Velly, R. (2002) définit ainsi la notion d'encastrement culturel : « rôle des significations collectives dans la formation des objectifs et des stratégies des acteurs du marchés » dans La notion d'encastrement : une sociologie des échanges marchands, *Sociologie du travail*, n° 1, volume 44, janvier-mars, p. 43.

31. Roger Guesnerie indiquait que ce qui semblait manquer à la théorie économique aujourd'hui était « une théorie de la coordination des anticipations des agents dans un monde économique et financier de plus en plus complexe ». In : *Le Monde-Economie*, « Ils avaient sonné l'alerte en vain... », 07.07.2017, p. 3.

32. On pourra se référer aux analyses de Bourdieu sur la fabrique de l'habitus économique et sur le champ économique : Bourdieu, Pierre (2003). La fabrique de l'habitus économique, *Actes de la recherche en sciences sociales (ARSS)*, n° 150, pp. 79-90 et Bourdieu, Pierre (1997), Le champ économique, *ARSS*, n° 119, pp. 48-66.

33. $M \cdot V = P \cdot T$. V et T étant supposés constants l'évolution des prix s'explique alors par une augmentation de la masse monétaire plus rapide que celle de la création de richesse.

34. La règle de Taylor permet de fixer le taux d'intérêt réel en fonction des écarts entre le taux d'inflation constaté et la cible d'inflation, d'un côté, et entre la croissance actuelle et la croissance potentielle, de l'autre.
35. Notons que J. Weidmann, citant L. Erhard, renverse la causalité, mais confirme l'articulation entre stabilité monétaire et économie sociale de marché : « L'économie sociale de marché n'est pas possible sans une politique conséquente de stabilité des prix » „Die soziale Marktwirtschaft ist ohne eine konsequente Politik der Preistabilität nicht denkbar“ (Weidmann, 2012, p. XI.)
36. Le Musée de la Monnaie (*Bundesbankmuseum*) permet ainsi aux citoyens de se familiariser avec la théorie monétariste ; stratégie communicative d'autant plus renforcée cette année, que la Buba fête ses 60 ans d'existence.
37. Sur le caractère performatif de la science économique, voire : Callon, Michel (ed.) (1998). *The Laws of the Market*, Oxford, Wiley-Blackwell, 288 pages.
38. Cette analyse remet ainsi en question la thèse Simmelienne selon laquelle la monétarisation de la vie sociale va de pair avec sa dépersonnalisation.
39. Ce qui nous permet d'intégrer les analyses conventionnalistes sur la rationalité collective et cognitive. Cela ne signifie néanmoins pas que nous limitons la culture à cette dimension cognitive. Ce resserrement constitue un premier pas pour ensuite recentrer la définition de la culture autour de la part réflexive de l'activité humaine, c'est-à-dire la capacité des individus à interpréter et à valider leurs propres croyances. Cette capacité réflexive peut s'appliquer à ses propres croyances (je crois que ce que je crois est vrai), mais aussi à autrui pour comprendre et expliquer ses comportements. Cette aptitude permet à l'homme de posséder deux concepts fondamentaux : celui de croyance (puisque je peux me tromper, c'est bien que j'ai été guidé pendant un certain temps par une croyance en l'occurrence fausse) et celui d'objectivité (puisque je fais la différence entre croyance et vérité). Ces deux éléments permettent le fait culturel en ce que ce dernier pour exister exige un consensus social sur son existence (croyance collective), d'une part, et possède, d'autre part, un caractère normatif (croyance réflexive : il est juste de se comporter ainsi). Sur cette dimension réflexive de l'activité humaine comme fondement des faits culturels, cf. Bloch, Maurice (2013). *L'Anthropologie et le défi cognitif*, Paris, Odile Jacob, 272 pages ; Lenclud, Gérard (2013). *L'universalisme ou le pari de la raison. Anthropologie, Histoire, Psychologie*, Paris, Gallimard, 352 pages.
40. Aglietta et Orléan lient ainsi absolument société monétaire et société individualiste : c'est parce que les individus se vivent comme êtres indépendants non soumis à un ordre social qui leur est extérieur qu'il leur devient nécessaire de se coordonner. M. Aglietta, A. Orléan (2002), *La monnaie entre confiance et violence*, Paris, Odile Jacob, 384 pages.
41. Il y a en effet une tension inhérente à tout système économique entre le financement de l'économie, qui renvoie à la fonction de réserve de la monnaie et à la contrainte de solvabilité, et les échanges qui renvoient à la fonction d'unité de compte et à la contrainte de liquidité.
42. C'est nous qui soulignons.
43. En poursuivant leur analyse, les auteurs soulignent que si l'action centralisatrice de la banque centrale apparaît trop exclusivement comme une politique de socialisation des déficits, les créanciers risquent de rechercher un substitut à la monnaie. C'est l'hyperinflation allemande pendant laquelle l'intervention de la BC continue à se faire en *Reichmark* tandis que le reste de l'économie utilise le dollar.
44. Orléan et Aglietta (2002) distinguent trois principes de légitimation éthique de la monnaie : les principes de garantie, de croissance et de justice.
45. La logique argumentative est claire : si on parvient à prouver que les choix économiques allemands actuels ne relèvent pas d'une culture allemande, mais bien de processus endogènes au système économique même, alors on déconstruit les continuités possibles entre leadership allemand et volonté de domination.

46. Il faudrait pousser davantage la réflexion sur la distinction entre impératif catégorique et valeurs. C'est justement tout l'intérêt des conventions (dans leur version EC1 – Sur la distinction EC1 et EC 2 cf. *infra* note 54) de pouvoir reconstruire la notion de culture sans avoir à passer par la notion de valeurs.
47. C'est toute la force du travail de la TR d'avoir dégager cinq formes institutionnelles à partir desquelles puissent se penser les variétés du capitalisme.
48. On pourra se référer à : Albert, Michel (1991). *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, Seuil, 315 pages ; Amable, Bruno (2005). *Les cinq capitalismes*, Paris, Seuil, 373 pages ; Boyer, Robert (2002a). *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*, Paris, Odile Jacob, 265 pages.
49. Favereau, Olivier (2003). La pièce manquante de la sociologie du choix rationnel, *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 2, p. 290.
50. Il n'est besoin de rappeler qu'en allemand *die Schuld* signifie à la fois : dette, responsabilité et faute !
51. Sur la distinction désormais classique entre les approches compréhensive et explicative et son possible dépassement voir Hirschhorn, Monique et Coenen-Huther, Jacques (eds) (1994). *Durkheim, Weber, vers la fin des malentendus ?*, Paris, L'Harmattan, 240 pages.
52. Pour une présentation rapide de l'agir chez Weber, on pourra se reporter à Müller, Hans-Peter (1992). *Gesellschaftliche Moral und individuelle Lebensführung. Ein Vergleich von Emile Durkheim und Max Weber*, *Zeitschrift für Soziologie*, Jg. 21, Heft 1, pp. 49-60 et à Berthelot, Jean-Michel (1994). Le statut de la causalité chez Durkheim et Weber dans Hirschhorn, Monique et Coenen-Huther, Jacques (eds) (1994). *Op. cit.*, pp. 135-147.
53. Nous renvoyons ici aux travaux d'ethnographie et de sociologie économiques qui se sont plus particulièrement intéressés à la l'émergence de la rationalité économique et de la notion d'intérêt. On pense par exemple aux travaux déjà cités de P. Bourdieu sur la fabrique de l'habitus économique, mais aussi aux travaux désormais classiques de Weber sur l'émergence de l'esprit du capitalisme ou de M. Mauss sur le don. Pour une première approche, on pourra se référer à Dufy, Caroline et Weber, Florence (2007). *L'ethnographie économique*, Paris, La Découverte, 122 pages.
54. Nous faisons ici référence à la distinction généralement admise entre deux moments dans les programmes de recherche de l'EC et de la TR. Dans un premier temps, l'EC (EC1) fonde son concept de convention autour de la dimension cognitive reprenant l'intuition keynésienne du concours de beauté, puis dans un second temps, l'EC (EC2) s'oriente vers la thématique de la justification et introduit une entrée politique (autour de Rawls entre autres) de la convention. Du côté de la TR, le programme de recherche initial sur la crise du fordisme et la régulation post-fordiste (TR1) s'est ensuite élargi à la question de la diversité des formes du capitalisme et de l'articulation entre le niveau micro et macro (TR2). Sur l'évolution des deux programmes de recherche voir : Billaudot, Bernard (2006), *Économie des conventions et théorie de la régulation : de la comparaison à la confrontation*, *Économie et Institutions*, n° 8, pp. 55-87 ; Bessis, Franck, Quelques convergences remarquables entre l'économie des conventions et la théorie de la régulation, *Revue Française de Socio-économie*, 2008/1, n° 1, pp. 9 – 25 ; Boyer, Robert (2016), *Capitalisme. Le capitalisme ou/et Etat de droit ?* dans Batifoulie, Philippe, Bessis, Franck, Ghirardello, Ariane, de Larquier, Guillemette, Remillon, Delphine (sous la direction de). *Dictionnaires des conventions. Autour des travaux d'Olivier Favereau*, Paris, Septentrion, pp. 45-48.

RÉSUMÉS

L'objectif de cet article est de saisir la dimension culturelle de la convention monétaire. Les théories (hétérodoxes) de la monnaie ont ouvert la voie à l'analyse des manières dont la monnaie est acceptée comme moyen de paiement et de réserve. La monnaie devient alors l'expression (ou l'émanation) de l'ensemble du corps social. Elle incarne un collectif et, en ce sens, est dotée d'une signification symbolique, souvent saisie par les valeurs partagées au sein de la communauté monétaire. Cette association entre puissance symbolique de la monnaie et valeurs partagées semble se retrouver parfaitement dans la notion de « culture monétaire de stabilité ». Elle oblige néanmoins à s'interroger sur l'articulation entre monnaie et culture. Or la « culture » reste un angle mort des analyses hétérodoxes – conventionnalistes et régulationnistes – de l'économie. L'étude porte sur le cas allemand et sur la culture allemande de stabilité définie comme un large consensus sociétal sur la nécessité d'une monnaie stable. Le croisement des analyses de la théorie de la régulation, de l'économie des conventions ainsi que de la sociologie économique nous permet de proposer une analyse de la culture monétaire de stabilité comme un effet culturel de la forme de l'accumulation capitaliste spécifique prise en Allemagne.

What we're trying to achieve in this article is to understand the cultural dimension of the monetary agreement. The (heterodox) monetary theories have encouraged analysing the different ways currency is accepted as a form of payment as well as a form of a store of value. Money then becomes the expression (or emanation) of the whole social body. It implies a sense of a collective and therefore carries a symbolic meaning often seen in the shared values within the monetary community. The combination between the symbolic power of money and those shared values seem to perfectly match the idea of "monetary stability culture". This still requires an understanding of the link between money and culture whilst the culture remains a "blind spot" of the different economical heterodox analysis (conventions and regulation ones). The study looks at the case of Germany and the German stability culture which one can define as a major societal agreement about the necessity of stable money. Combining the analysis of the theories of convention and regulation with the economical sociology allows us to offer an analysis of the monetary stability culture as a cultural effect in the form of the capitalistic accumulation that Germany specifically carries out.

INDEX

Mots-clés : politique monétaire, culture de stabilité, monnaie souveraine, conventions, capitalisme rhénan

Keywords : culture of stability, monetary policy, conventions, sovereign money, Rhenish capitalism

AUTEUR

CHARLOTTE BELLON

Docteure en science politique, agrégée en sciences économiques et sociales, chargée de programme du cursus intégré franco-allemand, Sciences-Po Rennes.
charlotte.bellon@sciencespo-rennes.fr